



AAAP *infos*

numéro7, février 2014

Ceux du Pharo, Association des Anciens et Amis du Pharo (A.A.A.P.), association loi 1901

Président : Francis J. LOUIS ; Secrétaire : Jean-Marie MILLELIRI ; Trésorier : Bruno PRADINES

[Jamot] a pu, de 1926 à 1928, examiner, chez eux, individuellement, plus de 700 000 indigènes, dont 115 000 étaient malades, les soigner et les sauver. La colonisation ainsi comprise est un véritable printemps humain. René Maran, Asepsie noire !, Paris 1931.

LE MOT DU BUREAU.

Chers Amis de « Ceux du Pharo »,

Deux moments forts en ce mois de février 2014 :

Notre doyen Guy Charmot a été élevé à la dignité de grand-officier de la Légion d'Honneur et ce n'est que justice. Peu de nos anciens ont obtenu cette distinction.

Malgré plus de 500 votes en sa faveur, Eugène Jamot n'entrera pas au Panthéon. De son vivant, on lui avait déjà refusé le Nobel de médecine. Nous, nous ne l'oublions pas et nous commémorerons sa mémoire de manière vibrante le 3 mai prochain à Saint-Sulpice les Champs.

Ainsi va la vie, une fois belle, une autre non.

Nous sommes aujourd'hui 130.

Continuons !

Le Bureau

NOS REALISATIONS

TROPIQUES EN MARCHÉ

A moins de trois mois de cette grande manifestation, le grand branle-bas a été sonné. Des encarts sont insérés dans le *Bulletin de la Société de Pathologie Exotique* et dans *Médecine et Santé Tropicale*, des annonces ont été faites dans les réseaux de la SPILF (Société de Pathologie Infectieuse de Langue Française), de GISPE et du SAMA, ainsi que sur *Navaliste*. De son côté, l'Association Docteur Eugène Jamot lance une grande sensibilisation de ses adhérents et des médecins de la Creuse. Il ne faut pas relâcher notre effort, bien au contraire. Nous comptons sur vous pour diffuser au maximum l'information.

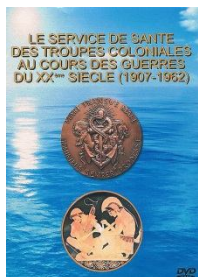
ATELIER AU CIESPAC A BRAZZAVILLE, CONGO

Un « atelier de formation de formateurs et atelier de formation des personnels de santé des foyers d'endémie d'Afrique centrale aux techniques de diagnostic et de lutte contre la trypanosomiase humaine africaine » est organisé au CIESPAC à Brazzaville, du 12 au 25 mai 2014. Les principes généraux de la formation seront enseignés à 8 formateurs de la sous-région Afrique centrale pendant deux jours, puis la formation de 16 agents de santé (infirmiers, techniciens, etc.) sera considérée comme un exercice pratique pour les formateurs. Les principaux enseignants seront les docteurs Nkondjio, également organisateur (adhérent n°72), Okoko (adhérent n°93) et Louis (président de « Ceux du Pharo »).

SIXIEME COURS INTERNATIONAL SUR LA TRYPANOSOMIASE AFRICAINE

A l'initiative de l'association « les Trypanautes-ATA », partenaire de « Ceux du Pharo », et de l'OMS, le sixième cours international sur la trypanosomiase africaine (ICAT6) sera organisé à l'Institut National de Recherche Biomédicale (INRB) à Kinshasa, République Démocratique du Congo, du 9 au 27 juin 2014. Ce cours, comme ceux qui l'ont précédé, a pour objectif principal de donner une connaissance approfondie de la maladie et un haut niveau d'expertise aux médecins, vétérinaires, scientifiques et autres personnels impliqués à des degrés divers dans la lutte contre la trypanosomiase humaine africaine. Cette formation intensive a pour vocation de renforcer les connaissances et les capacités du personnel des programmes nationaux ou des ONG qui contribuent à la lutte. Les organisateurs souhaitent faire prendre conscience aux nouveaux personnels de santé de l'obstacle que cette maladie représente sur le développement des populations rurales en Afrique en leur inculquant des connaissances sur la maladie, son épidémiologie et sa thérapeutique. Ce sixième cours constituera donc une étape complémentaire à la préparation des futurs responsables à leurs activités de surveillance, de lutte et de recherche dans le domaine des trypanosomes. Ce cours international est fondamental pour permettre la transmission des connaissances et des compétences accumulées au fil du temps par les médecins tropicalistes à une masse critique de jeunes intervenants dans la lutte contre l'endémie. Ce cours de trois semaines en français et en anglais est exigeant et l'enseignement intensif. Les candidats doivent parfaitement maîtriser une des deux langues et avoir une très bonne connaissance de la seconde pour suivre les cours enseignés dans l'une ou l'autre langue. Le niveau d'études requis est un diplôme de médecin, de vétérinaire ou de pharmacien, ou un doctorat en biologie ou en entomologie, ou une autre spécialisation de troisième cycle.

LE KIOSQUE



Le Service de santé des troupes coloniales au cours des guerres du XX^{ème} siècle (1907-1962)

En cette année du centenaire de la Première Guerre Mondiale, on ne compte plus les livres, articles, photos, conférences et expositions sur cette guerre si meurtrière. Et il y en a tout autant ou presque pour commémorer les 70 ans de la guerre d'Indochine.

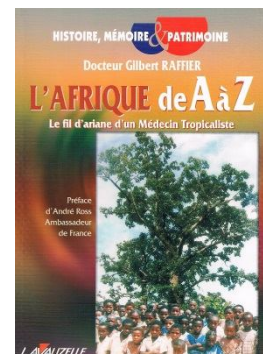
Louis-Armand Héraut (promotion Bordeaux 57) a su trouver un angle original et intéressant. Il nous présente avec brio l'action du service de santé des troupes coloniales du début du vingtième siècle aux indépendances des Etats colonisés. Cette période est assurément la plus riche de notre histoire et Louis-Armand Héraut a fait là une véritable œuvre d'historien. Nous nous devons tous d'avoir ce précieux DVD dans nos archives.

Disponible chez l'auteur : Louis-Armand HERAUT, Résidence Grand Siècle, 2, allée des chevaliers, 78000 Versailles - 10 euros, franco de port.

Gilbert Raffier - L'Afrique de A à Z. Le fil d'Ariane d'un médecin tropicaliste. Lavauzelle éd., 2011.

Une carrière outremer exceptionnelle racontée sous forme d'abécédaire. Gilbert Raffier a exercé au Sénégal, au Mali, au Burkina Faso, en Mauritanie, en Côte d'Ivoire, en Centrafrique, en RD Congo et au Rwanda. Il a sauté sur Kolwézi et été à l'origine de la découverte du virus Ebola. Il a fondé l'Institut National de Recherches Biomédicales à Kinshasa et construit Raffierkro, un petit village près d'une léproserie en pleine brousse ivoirienne. A lui seul, Gilbert Raffier est un condensé de notre aventure outremer : son histoire ne pourra plus être vécue, les temps ayant bien changé en cinquante ans. L'auteur est un des derniers témoins de cette époque révolue et son ouvrage doit figurer en bonne place dans nos bibliothèques. Nous le recommandons à tous.

Disponible chez l'éditeur et chez l'auteur : gilbert.raffier@wanadoo.fr
36 euros, franco de port.



VOUS AVEZ LA PAROLE

Jean-Marie Milleliri revient de Centrafrique où il était en mission du 14 au 21 février dernier. Il nous fait un point sur la situation.

Comment se soigner ou faire soigner ses proches, sa famille dans Bangui en ce mois de février 2014 tandis que la ville est encore soumise à la coupe de quelques bandes armées utilisant le prétexte de l'affrontement communautaire sur base religieuse pour en fait se livrer – ou tenter de se livrer – à un sac, à un pillage qu'ils souhaiteraient sans témoin.



Depuis le 5 décembre 2013, la RCA traverse une crise sécuritaire importante née du changement de pouvoir et la mise en place en janvier 2013 d'un gouvernement d'union nationale aux résultats peu probants. Les rebelles de la Séléka ont été dans un premier temps accueillis en libérateurs à Bangui, chassant le Président Bozizé et adoubant Michel Djotodia comme le nouvel homme fort de la Centrafrique. Mais en fait, le pays sombre dans un chaos institutionnel et les rebelles installés dans la capitale se livrent à des exactions continues faites de braquages, de vols, de viols et de pillages impunis. En réaction, d'autant que les cibles

privilegiées des rebelles Séléka sont des populations chrétiennes, des milices se forment notamment à l'intérieur du pays, et sur des bases religieuses, ces milices dites anti-balaka se revendiquant comme chrétiennes. Début septembre 2013, le pillage du village de l'ancien président Bozizé et la profanation par la Séléka de tombes familiales entraînent une nouvelle montée en puissance de groupes de jeunes milices qui parviennent à attaquer Bossangoa montrant leur capacité à s'opposer avec des armes rudimentaires à la Séléka puissamment armée. En représailles, la Séléka lance de nouvelles attaques contre les populations chrétiennes suspectes d'abriter les anti-balaka. Le cercle vicieux, exactions-représailles est lancé. Débute alors une phase de victimisation des populations civiles sur la base d'une appartenance confessionnelle, mais il semble s'agir aussi d'une récupération du fait religieux à des fins politiques et de manipulation - notamment par d'anciens haut-gradés de l'armée régulière centrafricaine (FACA) - des milices s'opposant à la Séléka. De nombreuses attaques ont encore lieu notamment en octobre sur Bouar et les anti-balaka désormais encadrés par les anciens FACA préparent l'attaque de Bangui, programmée initialement le 1^{er} décembre mais ayant finalement lieu dans la nuit du 4 au 5. Profitant d'une faiblesse opérationnelle de la Séléka dont la plupart des chefs de guerre ont fait partir leurs familles et leurs biens de Bangui, les Soudanais et les Tchadiens qui composent l'essentiel des forces sont moins nombreux. Les anti-balaka progressent au matin dans le centre-ville et il faut attendre le début de la matinée pour que la Séléka réplique et puisse repousser l'attaque. Celle-ci assoit le conflit religieux dans Bangui d'autant que la Séléka exerce rapidement des vengeances dans les quartiers chrétiens.

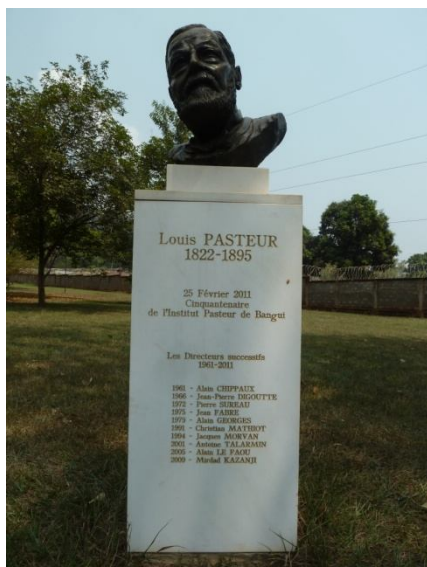
La nécessité de séparer les belligérants et de faire cesser le début de ces massacres pousse les Nations-Unies à donner l'autorisation d'une intervention militaire française en RCA. L'opération Sangaris peut commencer. La fuite des populations civiles constitue le point marquant de la fin 2013.

Au 25 février 2014, OCHA l'agence onusienne en charge des opérations humanitaires, annonçait plus de 700.000 déplacés en RCA et près de 290.000 réfugiés dans les pays limitrophes (Congo, République démocratique du Congo, Cameroun, Tchad). En plus de ces populations, le Tchad a procédé à l'évacuation de plus de 77.000 de ses ressortissants. Dans cet environnement dégradé, l'accès aux soins devient difficile pour les populations. Plus de 100.000 Centrafricains fuient les quartiers devenus des pièges et se rassemblent aux portes de l'aéroport Mpoko. Médecins sans frontières a rapidement mis en place un hôpital et des postes de santé pour assurer le soutien sanitaire aux populations qui sont venues se placer sous la protection de l'armée française. Cet hôpital est devenu une référence et assure consultations et hospitalisations. Une dizaine d'accouchements y ont lieu tous les jours. Une tente d'isolement est également installée et abrite des tuberculeux.



La mission à laquelle j'ai participé du 14 au 21 février 2014 s'inscrit dans la réponse régionale à l'épidémie de sida en RCA. Avant les événements de mars 2013 puis de décembre, environ 15.000 patients infectés par le VIH-sida étaient traités en RCA. Ce pays est en Afrique centrale l'un des plus touchés par l'épidémie avec un taux de prévalence de 4,9% chez les 15-49 ans. On estimait alors à 125.000 le nombre de personnes infectées par le virus. Le système de santé centrafricain déjà faible a été mis à mal par les troubles récents et en matière de prise en charge, de nombreux patients infectés par le VIH n'ont plus accès à leurs traitements. En janvier les services du ministère de la santé n'avaient plus la trace que de 10.000 d'entre eux (alors que la file active dépassait les 16.000 avant les événements), et en province les structures dédiées avaient subi des pillages de leurs moyens de prise en charge. C'est dans ce contexte, que les agences des Nations unies, ONUSIDA et leurs partenaires sont intervenues pour aider le pays à réorganiser les capacités de traitement.

Cette réorganisation et ce soutien aux autorités nationales sont d'autant plus nécessaires que le pays est sur le point de se voir accorder par le Fonds Mondial une subvention de 20 millions d'euros pour un programme de deux ans. La Fédération internationale de la Croix Rouge sera chargée de gérer et d'administrer ces fonds qui sont destinés aux activités prioritaires pour la lutte contre le sida et la tuberculose. Un processus technique s'est donc engagé pour sécuriser ces fonds qui constituent la quasi seule source de financement contre ces maladies.



Sur les bords du fleuve Oubangui, j'ai pu - durant ces quelques jours passés dans Bangui – mesurer le désarroi de populations otages malgré elles des faits violents dont elles sont victimes sur fond d'enjeux politiques très divers et souvent peu visibles.

J'ai pu également rendre visite à l'Institut Pasteur qui est pour les autorités sanitaires du pays une référence en matière de compétence biologique et de recherches. Dans les jardins du centre, le buste de Louis Pasteur présente les noms des directeurs de l'IP de Bangui depuis sa création en 1961. Parmi ces noms, **Ceux du Pharo** sont bien présents.

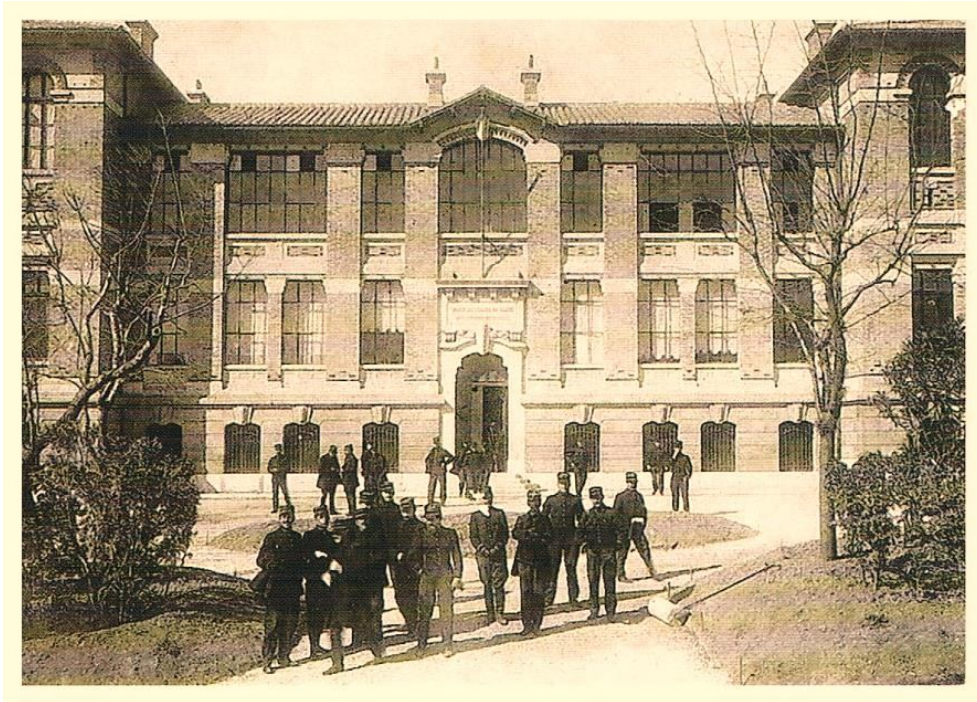
L'histoire de la présence scientifique française est marquée en Centrafrique et une continuité est assurée par des opérateurs tels que la Croix Rouge Française. J'ai pu également visiter la délégation installée dans une maison de bois au style très caractéristique.



Enfin, avant de regagner Dakar, je suis allé saluer les confrères militaires de Sangaris qui assurent le soutien des forces françaises engagées sur le territoire centrafricain. Ils sont ainsi une douzaine présents dans cette opération extérieure à des milliers de kilomètres de la métropole.



La France enverra 400 soldats de plus en Centrafrique et le 25 février l'Assemblée nationale a autorisé la prolongation du mandat de Sangaris en RCA.



Pharo : sortie de la promotion 1907
(source : Claude Chastel)

A bientôt, et n'oubliez pas de renouveler votre cotisation 2014 !

L'équipe de « Ceux du Pharo »



SILLAGES ET FEUX DE BROUSSE

BON DE COMMANDE

(tome III)

Prix de souscription : 25 euros, emballage et port compris en France métropolitaine.

NOM :

M. Mme

Commande exemplaire(s) à 25 euros, soit la somme de euros.

ADRESSE :

.....
.....

TELEPHONE :

E-mail :

Date :

Signature :

Ce bulletin de souscription est à faire parvenir à

« Ceux du Pharo »
M. Jacques Francis LOUIS
Résidence Plein-Sud 1
Bâtiment B3
13380 PLAN DE CUQUES

**Avec un chèque libellé à l'ordre de « Ceux du Pharo »
ou un virement bancaire au compte suivant :**

Ceux du Pharo
IBAN FR76 3000 4012 8700 0100 0100 4505 765
BIC : BNPAFRPPMAR

